

REPONSE A UN ARTICLE  
PARU DANS "TEMOIGNAGES"  
DU 31 JANVIER 2007

Monsieur,

J'avoue trouver assez savoureux de passer pour *"celle qui fait partie d'un monde passé qui ne comprend plus l'avenir"* dans le journal officiel d'un des derniers partis communistes survivant à travers la planète !

Vous rappelez que les Réunionnais ont voté majoritairement "non" au projet de Traité constitutionnel, à l'image d'ailleurs de l'ensemble des Français. Il me semble que ce n'est pas ce qu'ils ont fait de mieux, et je me sens totalement libre de le dire, fidèle à la position que j'ai défendue avant le vote. Je fais partie de ceux qui n'ont pas changé d'opinion en cours de route, et qui sont tout à fait clairs sur la question.

Même si le résultat de ce référendum me désole, je prends acte de l'avis de mes concitoyens. Je ne souhaite ni *"passer outre"*, ni *"mépriser la volonté populaire"*. Mais contrairement à ceux qui espèrent enterrer définitivement l'ensemble de ce projet de traité, insultant au passage les 18 pays européens qui le soutiennent toujours, je préfère à l'instar de l'UMP et de son Président, rechercher une solution médiane et constructive.

Je sais bien que l'idée de démocratie participative est particulièrement en vogue ces derniers temps, mais notre régime politique repose sur le principe de la démocratie représentative, héritée de la Révolution française. Il n'est question, dans mes propos, que de rappeler encore et toujours l'importance du droit de vote, et du mandat que le peuple confie à ses représentants démocratiquement élus.

A ce titre, la ratification d'un nouveau traité, reprenant en partie la substance du projet constitutionnel, me semble pouvoir faire l'objet d'un vote parlementaire, qui n'aura pas moins de valeur démocratique pour autant, et qui nous permettra d'éviter de donner une caisse de résonance européenne aux pires démagogues.

Si la décision devait être prise de renégocier, à 27 et de A à Z, le projet de traité constitutionnel, je crains sincèrement que le résultat ne soit encore moins satisfaisant pour des communistes que celui que vous avez déjà rejeté. Alors, peut-être, comprendrez-vous mes craintes vis-à-vis des véritables "ultra-libéraux" européens. Le dilemme des Français, et des Réunionnais, se résumera à se soumettre à l'avis majoritaire en Europe, même s'il n'est pas le nôtre, ou à dire "non" une fois de plus, nous excluant de la partie, et de l'Union européenne par la même occasion...

L'*"aveuglement, la surdité et l'incompréhension forcenée"* caractérisent davantage ceux qui veulent maintenir nos compatriotes dans un débat franco-français stérile et voué à l'échec, plutôt que ceux qui cherchent à sortir de l'impasse actuelle, en tenant compte de l'avis de nos partenaires européens. Contrairement à vous, je ne me résous pas à voir La Réunion définitivement isolée de l'Union européenne.

Margie SUDRE

## **Aveuglement, surdité et incompréhension forcenée de Margie Sudre**

QUAND notre confrère, le "JIR", titre : « *Margie Sudre plus européenne que jamais* », il souligne combien la parlementaire est éloignée de son *peï* d'origine, La Réunion. Elle paraît loin, très loin des préoccupations de ses concitoyens. Et en plus de la distance, elle souffre par ailleurs d'une surdité qui l'empêche d'entendre ce qu'on lui dit et répète. Mais, n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Elle n'a toujours pas compris la signification du "non" des Français et en particulier des Réunionnais à la Constitution européenne telle qu'elle leur était soumise. A tel point qu'elle propose, à l'instar de son mentor Nicolas Sarkozy, - par méfiance de l'expression des Français - un second vote parlementaire. Un second référendum serait trop dangereux, dit-elle, cela « *nous exposerait à un nouveau "non"* » (quel aveu !). Elle se méfie de la « *rancœur* » des Français. On la comprend. Elle préfère l'avis de ses collègues parlementaires. Si « *ce "non" nous a causé un grand discrédit* » (sic), ce fut surtout envers ceux qui prônaient le "oui" qu'il se manifesta.

Le « *coup de force* », comme nous l'avons signalé dans "Témoignages" de lundi dernier, d'une partie des pays européens est particulièrement scandaleux. Et si la France n'y a pas participé, c'est que nous n'avons pas été invités. Et comment aurions-nous pu l'être quand cette rencontre rassemblait uniquement les pays ayant voté pour le "oui" (pour la plupart par voie parlementaire, et on comprend mieux la méfiance de Margie Sudre envers le vote populaire), accompagnés de pays qui n'avaient même pas voté sous une forme ou sous autre (selon sûrement le principe "qui ne dit mot consent"). Au lieu de protester contre cet ostracisme envers la France, Margie Sudre préfère hurler avec les loups. Pour faire semblant d'exister.

Ce qui est regrettable, c'est l'incompréhension forcenée de Margie Sudre érigée en théorie. Le fait qu'elle n'ait pas tiré les enseignements du vote négatif des Français, refusant la Constitution européenne qu'on leur proposait, est caractéristique de cette frange de responsables politiques coupés des réalités. Refuser que l'économie libérale soit inscrite dans la Constitution européenne, ce n'est pas refuser l'Europe, contrairement à ce que certains voudraient faire croire. Vouloir une Europe où le social est pris en compte, comme tout ce qui touche à l'Homme, est une des leçons du vote des Français. Les Réunionnais se sont massivement exprimés en ce sens. Vouloir passer outre montre, si ce n'est un certain mépris de la volonté populaire, la coupure de la Députée Margie Sudre envers ses compatriotes. Comme quelques-uns, elle fait partie d'un monde passé qui ne comprend plus l'avenir.

**A.I.C.**